



HAL
open science

Bahrein: moins de pétrole, mais des idées

Arnaud Lacheret

► **To cite this version:**

Arnaud Lacheret. Bahrein: moins de pétrole, mais des idées. Revue Politique et Parlementaire, 2018. halshs-01714905

HAL Id: halshs-01714905

<https://shs.hal.science/halshs-01714905>

Submitted on 22 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Signal Faible

Bahreïn : moins de pétrole mais des idées

« On n'a (bientôt) plus de pétrole mais on a des jeunes ! » Tel pourrait-être le nouveau slogan des monarchies du Golfe dont le Bahreïn constitue l'un des observatoires privilégiés en matière d'évolutions culturelles de la jeunesse. Un micro-Etat mais un enjeu colossal dans lequel la France joue un rôle essentiel.

Par Arnaud Lacheret *

Qui connaît le Bahreïn ? 1.3 millions d'habitants coincés entre l'Arabie Saoudite, le Qatar et l'Iran ; ce micro-Etat du Golfe reste encore relativement ignoré. Ayant assez rapidement épuisé ses réserves pétrolières, il s'est vu contraint – relativement tôt contrairement à ses voisins – de travailler à sa diversification économique. La plus petite des "monarchies du Golfe" est ainsi devenue la plus libérale tant en termes d'économie que de libertés individuelles, religieuses ou de conscience. Le royaume de Bahreïn aime se comparer à une sorte de Suisse du Golfe, compte-tenu de la puissance de son secteur financier. Mais contrairement à nos voisins helvètes, il ne cultive pas une culture de neutralité puisqu'il reste très lié à son protecteur saoudien partageant avec lui un pont transfrontalier qui permet de multiplier les échanges entre les deux pays. De ce fait, Bahreïn jouit d'une position assez exceptionnelle d'observatoire des évolutions culturelles de la jeunesse du Golfe. Et contrairement à d'autres régions du monde, la France y joue rôle crucial.

Après le pétrole, la jeunesse

Comme ses voisins et notamment son grand frère saoudien, le Bahreïn souffre de la baisse durable des prix du pétrole dont dépend, malgré ses efforts en terme industriels et d'infrastructures, une bonne partie de son économie. Cette situation, plutôt inattendue, pousse les états du Golfe à accélérer leurs transformations pour préparer l'après pétrole. C'est tout le sens des nombreuses réformes – tranchant avec une image de conservatisme – annoncées par le Prince Héritier d'Arabie Saoudite, Mohamed Ben

Salman. C'est aussi le sens des « agendas 2030 » pris par les six pays membres du Conseil de Coopération des Etats du Golfe qui tentent de se coordonner pour ne pas rater ce virage stratégique pour eux.

Au cœur de ce tournant, vital pour la région, il y a la jeunesse. Mohamed Ben Salman (MBS) répète souvent que 70 % de la population saoudienne a moins de 30 ans ; ces chiffres sont à peu près les mêmes dans toute la région. Le défi est aussi culturel puisque les propos du Prince héritier évoquent la mise en place d'un "islam modéré" qui, vu de France, semble être un défi inatteignable. Pourtant, les premières mesures qui ont beaucoup fait couler d'encre sont l'autorisation d'ouvertures de cinémas, mais aussi la possibilité, en 2018, pour les femmes de conduire une voiture. Mais au fond, MBS est-il visionnaire où ne fait-il qu'accompagner un mouvement de fond de la société et la jeunesse de son pays et plus largement de sa région?

On trouve un début de réponse en observant un échantillon de cette jeunesse, celle qui fait des études. Car le défi est non seulement économique puisqu'il faut investir suffisamment pour que cette génération puisse travailler (et elle souhaite travailler), mais se pose également le problème de la formation. Car si le Golfe compte d'excellentes universités, certaines filières ne sont pas aussi bien pourvues que d'autres.

Ecole de commerce, fin de la domination anglo-américaine

C'est le cas des écoles de commerce et de management. Dans ce domaine, jusqu'à présent les familles et les entreprises sponsorisaient les jeunes et les cadres à potentiel en les envoyant quelques années dans de grandes universités anglo-saxonnes pour suivre de prestigieuses études. L'argent ne manquait pas. Et cela permettait une formation initiale ou continue et un certain apprentissage de la culture anglo-saxonne, formidable outil d'influence et de diplomatie économique. Or, depuis quelques années, la conjoncture implique que les financements se tarissent et les moyens baissent. Les entreprises et les familles cherchent donc des ressources locales équivalentes, voire supérieures à ce qu'elles trouvaient à l'étranger. Cette offre est loin d'être évidente dans la région. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne, traditionnelles terres d'accueil des étudiants du Golfe, n'ont pas anticipé cette crise par des implantations délocalisées dans la région, en tout cas pas de leurs meilleures universités.

Ce n'est pas le cas de la France. Il se trouve que notre pays, souvent à la peine pour ses universités dans les classements internationaux, brille en revanche, par la position de ses écoles de commerce et de management. On trouve par exemple 10 *Business Schools* françaises dans les 200 meilleurs MBA du classement mondial QS dont 2 sur le podium. Au classement du Financial Times, autre référence, le meilleur MBA est tenu par une école française. Contre toute attente, notre système de *Business Schools* est reconnu comme étant le meilleur du monde. Ces écoles de commerce et de management se sont d'ailleurs installées à titre privé dans le Golfe, dès les années 2010, avec l'Insead aux Emirats Arabes Unis et HEC au Qatar. Mais ces emplacements, pour des raisons géographiques ou géopolitiques, ne sont pas clairement orientés vers les pays qui ont le plus urgemment besoin de former leurs jeunes et leurs cadres au sein des meilleures écoles : le Koweït et surtout l'Arabie Saoudite. C'est pourquoi en 2007, un accord fut signé entre les autorités françaises et le Conseil de Coopération des Etats du Golfe visant à créer une coopération en matière d'enseignement supérieur au sein de l'*Arabian Gulf University (AGU)* à Bahreïn. Cet accord déboucha en 2010, sur un partenariat entre l'AGU et l'*Essec Business School* en vue de créer une école nommée "*French Arabian Business School*" qui a vu le jour en 2011 et dont la première promotion fut diplômée alors que l'actuel Ministre de l'Education accédait tout juste à la Direction Générale de l'Essec.

Les motivations de l'époque ne devaient sans doute pas intégrer pleinement l'accélération de l'histoire dans le Golfe et notamment la chute durable des cours du pétrole. Pourtant, cette coopération permet finalement de répondre à un besoin impérieux des économies locales pour les accompagner dans leur nécessaire mutation.

La "*French Arabian Business School*" délivre un MBA conçu par l'Essec dont les enseignements sont pour moitié délivrés par le corps professoral de l'Essec (dont les plus prestigieux représentants font le voyage chaque semaine à Bahreïn). La France finance le poste de directeur par le biais de l'agence Expertise France et l'AGU rémunère directement l'Essec pour l'accompagnement académique. En outre, les étudiants passent également plusieurs semaines sur les campus de l'Essec à Cergy et Singapour. Ce sont ainsi des dizaines de jeunes cadres qui sont formés chaque année par des professeurs français. Parmi les diplômés, on retrouve les cadres dirigeants de la plupart des industries et tout particulièrement le puissant secteur de l'aluminium (notamment Alba et Garmco), de hauts fonctionnaires du Koweït mais également de plus en plus de jeunes saoudiens et de jeunes saoudiennes qui profitent de la proximité géographique pour se former auprès d'une des plus prestigieuses Business Schools du monde tout en

gardant un pied au sein de leurs entreprises et sans avoir à quitter leur domicile. Un tiers de la promotion 2017 est composée d'étudiants saoudiens, cadres des plus grandes entreprises du pays, qui profitent ainsi de l'excellence française.

En terme de diplomatie économique, la France réalise un bond particulièrement important grâce à cet outil qui n'était pas spécialement conçu pour cet usage au départ. En ayant fait le choix d'une implantation en partenariat avec un acteur universitaire local de premier ordre – *l'Arabian Gulf University* est notamment la plus importante faculté de médecine du Golfe – les Français ont en effet emmagasiné dix années d'expertise d'avance sur leurs concurrents mondiaux. En outre, l'image de la France dans des pays traditionnellement très liés au monde anglo-saxon s'affirme là où on ne l'attendait pas forcément : sous l'angle de la formation des futures élites économiques de la région, désormais hautement stratégique.

Occidentalisation de la jeunesse du Golfe ?

Plus encore, cette école permet aussi d'observer de façon privilégiée l'état d'esprit de cette jeunesse. Peut-on dire qu'elle est occidentalisée ? Qu'elle est moderne ? Le débat va sans doute bien au-delà. La notion d'occidentalisation n'a pas de sens dans le Golfe ou en tout cas pas exactement le même sens qu'il pourrait prendre en France. Si l'on pense que les valeurs individuelles et libérales occidentales gagnent les esprits, on se trompe de débat.

Prenons l'exemple le plus visible qui est celui de la pratique religieuse ou sens traditionnel et visible du terme. A Bahreïn, les vêtements traditionnels (robes blanches pour les hommes et abayas noires pour les femmes) sont très courants, ainsi que des voiles de tous types (y compris intégraux). De même, les appels à la prière y résonnent cinq fois par jour et les lieux publics et privés comprennent le plus souvent des salles de prière. Pour autant, les étudiants ne s'arrêtent pas pour prier. Beaucoup sont très libres, notamment en termes alimentaires et de consommation d'alcool. Et – surprise – les femmes retirent leur voile sans que cela ne paraisse provocant. Celui-ci apparaît davantage comme un élément d'habillement traditionnel qu'autre chose. Et pour l'œil non habitué, il est parfois difficile de reconnaître une femme, voilée de noir une semaine auparavant, venir dévoilée quelques jours plus tard.

Autre comportement surprenant pour l'occidental : le fait qu'en terme de contact physique, comme se serrer la main par exemple, ce n'est pas l'homme, mais bien la femme, qui décide. Ainsi, un homme ne doit pas tendre sa main pour saluer une femme voilée, mais ne peut la refuser si c'est elle qui la lui tend. En matière de fait religieux, c'est le phénomène inverse en France qui peut parfois poser problème, notamment dans le cadre professionnel, quand un homme refuse tout contact avec une femme. Les débats français évoquent aussi souvent de recherche de pureté et d'isolement communautaire quand on évoque les dérives islamistes. Clairement, la jeunesse du Golfe qui fait des études ne semble pas du tout pratiquer ce genre d'attitudes. L'échantillon est ici bien trop étroit mais s'il s'avérait être représentatif, il expliquerait pourquoi les différentes monarchies du Golfe, à commencer par la plus puissante d'entre-elles ne font qu'accompagner un mouvement : l'aspiration à une société plus sécularisée.

Pour autant, parler d'occidentalisation n'apparaît pas adapté. Ce n'est pas tant le contact avec d'hypothétiques valeurs occidentales qu'une certaine conception de la modernité qui fait que cette jeunesse s'émancipe sans heurts et sans occasionner de grandes réactions conservatrices auxquelles l'observateur occidental pourrait s'attendre. Les propos de ces jeunes étudiants en formation initiale ou continue sont d'ailleurs assez modernes, sans pour autant reprendre les codes occidentaux. On parle d'économie, on parle de commerce et en y mettant certaines formes, on arrive assez aisément à parler librement d'alcool ou de relations hommes/femmes. Mais il s'agit moins d'une occidentalisation des mœurs que d'une ouverture au monde par le fait de faire des études et de travailler en entreprise.

Les raisons économiques font donc avancer les mentalités. Mais c'est bien le fait que les gouvernements aient dû, ces dernières années, multiplier les incitations à poursuivre des études de plus en plus diversifiées sur des cursus internationalisés, tout en ouvrant un véritable débat sur l'avenir du pays, qui a contribué à susciter puis accompagner cette lame de fond.

***Arnaud Lacheret est Docteur en Science Politique. Actuellement en mission pour le compte d'Expertise France, il assure la Direction de la French Arabian Business School à Bahreïn**

